



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-Europe-et-sa-monnaie>

L'Europe et sa monnaie

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1010 - mai 2001 -

Date de mise en ligne : vendredi 17 octobre 2008

Date de parution : mai 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Quand on n'est ni économiste, ni financier, ni journaliste, ni homme politique, mais simple citoyen, on peut se demander si tout ce que racontent les "spécialistes" tient debout. C'est la saine question que s'est posée le groupe Attac de Strasbourg sur l'euro, sur la Banque centrale européenne et plus généralement sur la politique monétaire européenne. Pour en avoir le coeur net et les idées claires, sa commission "Revue de presse" a analysé les articles qu'avait publiés Le Monde sur ces sujets en moins de deux ans. Caroline Eckert nous a transmis ce travail particulièrement édifiant, mais trop long pour être reproduit ici. Voici ce que nous en avons particulièrement retenu :

On voit dans cette étude [1] que les déclarations de Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne (BCE), se contredisent à quelques jours d'intervalle, que ses explications de la chute de l'euro par rapport au dollar sont démenties par les faits, que les variations du cours de l'euro ne vont généralement pas dans le sens qu'il prévoit et que ses interventions n'ont pas l'effet escompté.

Voici quelques extraits particulièrement significatifs sur l'évolution du cours de l'euro : Avant son lancement, les analystes prévoyaient que « l'engouement des investisseurs internationaux pour la nouvelle monnaie entraînerait une envolée de cette dernière » et Wim Duisenberg mit même les marchés en garde contre un euro surévalué car il ne voulait pas « que le taux de change mine inutilement la compétitivité de l'Euroland avec le reste du monde. » Il se rassure bien vite, car si l'euro vaut 1,1789 \$ lors de sa première cotation le 4 janvier 1999, il ne vaut déjà plus que 1,04 \$ fin mai, soit une perte de plus de 12 % par rapport au billet vert. De son côté, Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank jusqu'au 31 août 1999, juge que « l'euro s'est bien comporté depuis son lancement, malgré quelques petites dévaluations. »

Au printemps 2000, l'euro a perdu 20,6 % de sa valeur par rapport au dollar depuis son lancement et s'échange autour de 0,92 \$. Pourtant Wim Duisenberg avait exclu « l'éventualité de voir la monnaie européenne tomber à une parité de 1 euro pour 1 dollar ». Mais le voilà qui s'inquiète et déclare à Madrid : « Nous ferons quelque chose pour le niveau de l'euro, si cela mine notre politique monétaire ». Mais l'euro continue à baisser et W. Duisenberg affirme maintenant que « la dépréciation du taux de change de l'euro, jusqu'à ce qu'elle s'inverse, va accroître les risques pour la stabilité des prix à moyen terme. » Il veut néanmoins transmettre aux citoyens européens « le sentiment qu'ils ne devraient pas être soucieux quant à l'évolution du taux de change [car ils] peuvent être sûrs que leurs économies et retraites vont garder leur valeur au cours du temps [...] Le futur de l'euro est celui d'une monnaie forte ». Jacques Chirac veut aussi mettre son grain de sel dans le débat. Il a « totalement confiance car l'euro a des marges d'appréciation extraordinairement importantes ». Plutôt que de la chute de l'euro, il préfère parler « du relèvement du dollar ».

Malgré diverses interventions, l'euro continue sa chute et atteint 0,82 dollar fin octobre, ce qui restera son véritable plancher historique, au moins jusqu'au printemps 2001.

D'ailleurs, qui doit décider de la politique monétaire européenne ? Dès le début, en juin 1999, Wim Duisenberg déclare « L'euro, c'est moi » et conseille « de n'écouter que [sa] seule voix », soutenu par ceux qui affirment que selon le traité de Maastricht « M.Euro, c'est clairement M.Duisenberg »



, mais cette interprétation n'est pas évidente, puisque d'autres partenaires de l'Allemagne (dont la France) jugent ceci « incompatible avec le traité » et défendent les prérogatives du pouvoir politique des Etats membres en matière monétaire.

Mais certains ont des solutions, tel le président de la Bundesbank, Ernst Welteke, qui déclare : « si les journalistes faisaient grève, cela ferait du bien à l'euro ». Dans le même ordre d'idées, Lionel Jospin, en marge d'un déplacement à Lille, estime que seuls la BCE et le président de l'Eurogroupe [2] devraient parler de la politique monétaire : « Je pense qu'en matière monétaire il faut se taire. Que par exemple la Banque centrale s'exprime, c'est normal, que par exemple le ministre président de l'Eurogroupe s'exprime aussi, et il devrait s'exprimer au nom de ses douze collègues, c'est normal » mais, ajoute-t-il, : « pour les autres responsables politiques il vaut mieux qu'ils s'expriment le moins possible sur les questions monétaires. »

Si le Conseil des Gouverneurs ne peut nous convaincre quand il « estime que les vingt-deux premiers mois de l'Union monétaire ont été une réussite », il semble que ce soit l'économiste de la Banque du Japon, Hideo Hayakawa, qui a eu le mot juste, en Novembre 2000, en exprimant ce qui est notre conclusion : « il s'agit d'un vrai problème. Mais personne n'y voit très clair. » !

[1] On la trouve sur le site internet : www.local.attac.org /strasbourg

[2] Eurogroupe = le conseil des ministres des finances de la zone euro